

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Bruttoinlandprodukt (BIP)
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Gesellschaftliche Debatte
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Marco
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Marco; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Bruttoinlandprodukt (BIP), Gesellschaftliche Debatte, 2017 - 2022*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Wirtschaftspolitik	1
Konjunkturlage- und politik	1

Abkürzungsverzeichnis

SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
SNB	Schweizerische Nationalbank
IWF	Internationaler Währungsfonds
EU	Europäische Union
BIP	Bruttoinlandsprodukt
SRF	Schweizer Radio und Fernsehen
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
KOF	Konjunkturforschungsstelle
Swissmem	Verband der Schweizer Maschinen-, Elektro- und Metall-Industrie
LIK	Landesindex der Konsumentenpreise

SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
BNS	Banque nationale suisse
FMI	Fonds monétaire International
UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
RTS	Radio Télévision Suisse
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
KOF	Centre de recherches conjoncturelles
Swissmem	L'association de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux
IPC	Indice des prix à la consommation

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Wirtschaftspolitik

Konjunkturlage- und politik

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 21.09.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

A la fin de l'été 2017, deux dimensions inhérentes à l'évolution conjoncturelle de la Suisse ont embrasé les **débats sur la croissance helvétique**. Premièrement, une hausse du franc par rapport à l'euro a replacé le débat sur le franc fort au centre des projecteurs. D'un côté, la Banque nationale suisse (BNS) a indiqué que cette évolution marque la fin de la nette surévaluation du franc suisse. Alors que d'un autre côté, plusieurs voix se sont interrogées sur l'impact de cette évolution sur les exportations, les importations et sur la croissance en générale. Deuxièmement, des points d'interrogations se sont dessinés par rapport à la productivité helvétique. Plusieurs journaux, notamment suisses alémaniques, ont remis en question la productivité des travailleurs Suisses. Etant donné l'impact de ces deux dimensions, la publication du mois de septembre du Secrétariat d'Etat à l'économie SECO a été longuement attendue et scrutée. Au final, le SECO prévoit, pour la période d'automne 2017, une croissance modérée de 0.9 pour cent. Par contre, le SECO souligne des prévisions conjoncturelles (+2.0%) favorables pour l'année 2018. Ces tendances sont confirmées par les prédictions d'autres organismes économiques comme la BNS, le KOF, l'OCDE ou encore le FMI. En effet, leurs prédictions varient de +1.0 à +1.7 pour cent de croissance sur la fin de l'année 2017. ¹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 07.08.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que la guerre commerciale sino-américaine et que des turbulences boursières agitent l'économie mondiale, la presse helvétique a dressé le **spectre d'une récession pour l'économie helvétique**. Bien que la croissance demeure positive au deuxième et troisième trimestre, les récents replis successifs du PIB ainsi qu'un indice manufacturier en-dessous du seuil de 50 tendent à pencher pour un tel scénario. L'industrie helvétique semble particulièrement menacée. Une baisse des commandes de 12,5% a notamment été enregistrée en 2019. En outre, le ralentissement économique de l'Allemagne, pays qui engloutit 20% des exportations suisses, pose problème. Au final, plusieurs voix, et notamment celle de Swissmem, demandent à la BNS d'intervenir pour affaiblir le franc suisse face à l'Euro. ²

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 15.04.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Début mars 2020, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) publiait ses chiffres pour l'année 2019. Il s'agissait alors d'un bilan mitigé avec une croissance du PIB de 0.9 pourcents contre 2.8 pourcent en 2018. Néanmoins, ce bilan fut complètement éclipsé par la crise **Covid-19**. D'après les experts du Seco, le **ralentissement de l'économie mondiale** serait une menace pour de nombreux secteurs économiques helvétiques, notamment dans le domaine des exportations et du tourisme. L'industrie serait également menacée alors que le marché de l'emploi risque d'être sous haute tension. Afin de répondre à ces sombres perspectives, le Département fédéral de l'économie (DEFR) a convoqué une table ronde avec les principaux acteurs de l'économie helvétique, tels que le patronat, les syndicats et les cantons. Les prévisions de croissance du PIB ont ainsi été revues à la baisse. Alors que le Seco tablait sur une croissance de 1.3 pourcents du PIB en 2020, il a finalement prédit un recul entre 1.3 et 1.5 pourcents. Des révisions successives des prédictions, jusqu'à la mi-avril amèneront, finalement, les **prédictions pour le PIB 2020 vers un recul à hauteur de 6.7 pourcent** avec un taux de chômage proche de 4 pourcents. Paradoxalement, l'incertitude absolue liée à la sortie de la crise Covid-19 pousse de nombreux économistes à espérer une dégradation moindre du PIB et surtout une reprise solide dès 2021. ³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 28.08.2020
GUILLAUME ZUMOFEN

Au **deuxième trimestre 2020**, le **PIB helvétique a chuté de 8.2 pourcent**. Cette chute historique est liée à la pandémie de **Covid-19** et aux mesures sanitaires imposées. D'abord, la chute du PIB helvétique est moindre par rapport à ses voisins européens. L'Allemagne (-9.7%), la France (-13.8%) et l'Italie (-12.4%) ont connu des chutes plus importantes. Ensuite, la dégringolade du PIB varie d'un secteur à l'autre. Si la pharma s'impose comme le seul secteur à croissance positive, le secteur secondaire (-10.2%) ou encore l'hôtellerie et la restauration (-54.2%) ont connu un deuxième trimestre

morose. Par contre, les prédictions PIB pour l'année 2020 sont meilleures qu'attendues. Alors que le SECO prédisait en juin une baisse de 6.2 pourcent, cette prédiction a été revue à la hausse. En 2020, la chute du PIB helvétique devrait se situer autour de 3.8 pourcent. Le SECO table ainsi sur une reprise «en V». Les prédictions conjoncturelles pour l'année 2021 suppose une hausse de 4.2 pourcent du PIB. Néanmoins, ce scénario optimiste est tributaire de l'arrivée sur le marché de vaccins anti-Covid, et de l'évolution de la pandémie et de l'économie à l'échelle mondiale. ⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 24.06.2021
GUILLAUME ZUMOFEN

Les assouplissements progressifs ainsi que la campagne de vaccination ont poussé les économistes à prédire une nette reprise économique en Suisse en 2021. Par exemple, les rebonds positifs, au premier trimestre, dans les secteurs industriel et des services ont incité à l'optimisme. Ainsi, les **prédictions de croissance du PIB** se situent entre 3 et 3.6 pour cent **en 2021** selon les acteurs économiques. Par contre, les économistes misent sur un tassement de cette croissance en 2022 avec un ralentissement de la consommation privée. Du côté politique, Guy Parmelin a salué cette relance économique, mais a préconisé un **optimisme «prudent»**. ⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 16.12.2022
MARCO ACKERMANN

Von einer «Krise der Lebenskosten» sprach die Aargauer Zeitung Mitte September 2022 im Zusammenhang mit dem starken **Kostenanstieg vieler Güter und Dienstleistungen** in Europa. Die Energiekosten, welche aufgrund des Ukraine-Kriegs angestiegen waren, galten dabei als Haupttreiber für die steigenden Preise. Während in anderen Ländern Europas die **Inflation im Jahr 2022** gegenüber dem Vorjahresmonat auf über 10 Prozent anstieg, kletterte die Inflation in der Schweiz im August 2022 auf vergleichsweise tiefe 3.5 Prozent. Im September und Oktober konnte die Schweiz sogar einen Rückgang der Inflation auf 3.3 und 3 Prozent verbuchen – dies, nachdem der LIK während rund zwei Jahren stetig angestiegen war. Gemäss der Westschweizer Zeitung «La Liberté» konnte dieser Rückgang der Inflation vor allem auf die leicht gesunkenen inländischen Preise von Erdölprodukten zurückgeführt werden.

Die Schweiz war von den Preiserhöhungen allgemein weniger stark betroffen als ihre Nachbarländer, da die Preise vor allem bei Importgütern anstiegen und der sich stetig aufwertende Franken diese Differenzen teilweise kompensieren konnte, wie die Medien berichteten. Für den Import von Gütern aus dem EU-Raum mussten zwar mehr Euro bezahlt werden, da der Schweizer Franken aber an Wert gewann, wurde der Kauf von Euro mit Schweizer Franken gleichzeitig günstiger.

Dennoch stand das Thema der Preiserhöhungen im Fokus der medialen Debatte. Allgemein teurer wurden die fossilen Energieträger sowie die Elektrizität, was insbesondere auch Unternehmen zu spüren bekamen. Von den Konsumgütern besonders betroffen waren beispielsweise Kaffee – «Inflationschock an der Kaffeemaschine» titelte etwa die Aargauer Zeitung –, Bier, Fleisch, Tiefkühlwaren, Milchprodukte, Speiseöle, Zahnpflegeprodukte, Kleidung sowie auch Papier, wie der Tages-Anzeiger im November berichtete. Für Speiseöle mussten Konsumentinnen und Konsumenten im Schnitt beinahe 20 Prozent mehr bezahlen als noch im Vorjahr. Wie der «Blick» im September vorrechnete, seien die Preise für Güter des täglichen Bedarfs um 5.9 Prozent, jene für Kleider und Schuhe um 3.7 Prozent, diejenigen für Strom bei Privathaushalten um 27 Prozent und jene für Heizöl oder Gas bei Privathaushalten um 86 bzw. 58 Prozent angestiegen – die Stärke der Teuerung unterschied sich aber nach Regionen. Auf's Portemonnaie der Haushalte schlugen schliesslich auch die im Herbst angekündigten Erhöhungen der Krankenkassenprämien, welche nicht direkt in die Berechnung des LIK einfließen: Die mittlere Prämie wird gemäss einer Mitteilung des Bundesrates von Ende September im Jahr 2023 um durchschnittlich 6.6 Prozent ansteigen.

Gleichzeitig wurde in den Lohnverhandlungen klar, dass die Löhne weniger stark ansteigen würden als die Inflationsrate. Während einige vor einer Lohn-Preis-Spirale warnten, argumentierten andere, dass ein realer Kaufkraftverlust nicht hinzunehmen sei und die Teuerung in den Löhnen ausgeglichen werden müsse. Im Parlament wurde in der Folge in einer ausserordentlichen Session darüber debattiert, ob die öffentliche Hand den Bürgerinnen und Bürgern finanziell unter die Arme greifen müsse, um die gestiegenen Lebenskosten stemmen zu können. Die SP und die Mitte forderten einerseits, die Teuerung bei den Renten auszugleichen. Andererseits wollten sie die Bevölkerung auch bei den Krankenkassenprämien entlasten. Die SP verlangte weiter einen «chèque fédéral», welcher der Bevölkerung übergeben werden soll, falls die Teuerung gegenüber dem Vorjahr die Marke von über 5 Prozent übersteigt. Zudem präsentierte die Partei die Idee, die Nebenkosten für Heizöl und Gas für Mieterinnen

und Mieter zu deckeln. Die SVP verlangte, die Preise für Benzin zu senken, um Autofahrerinnen und Autofahrer zu entlasten. Weiter forderte die Volkspartei, die Krankenkassenprämien vollumfänglich bei der direkten Bundessteuer abziehen zu können und den Eigenmietwert für Rentnerinnen und Rentner aufzuheben. Die Grünen stellten indes die Idee vor, für Menschen mit geringem Einkommen Gutscheine für den öffentlichen Verkehr auszustellen. Abwarten wollten hingegen die GLP sowie die FDP, da sie die Teuerung derzeit für zu wenig hoch hielten, als dass sie solche Eingriffe rechtfertigen würde.

Um der Inflation entgegenzuwirken, hob die Nationalbank den Leitzins im Juni und im September um insgesamt 1.25 Prozentpunkte an. Während der Leitzins zu Jahresbeginn noch bei -0.75 Prozent gelegen hatte, erhöhte ihn die SNB im Juni auf -0.25 Prozent, im September auf +0.5 Prozent und im Dezember auf +1 Prozent. Das jahrelange «Zeitalter der Negativzinsen» war damit beendet, wie SRF titelte.⁶

1) Communiqué de presse SECO; Tableaux SECO, Prévisions conjoncturelles; LT, 15.8.17; TA, 31.8.17; LZ, NZZ, TA, 6.9.17; NZZ, 13.9.17; LT, LZ, NZZ, 15.9.17; NWZ, 20.9.17; LZ, 23.9.17; AZ, TA, 25.9.17; LT, 27.9.17; SZ, 25.10.17
2) BaZ, TA, 7.8.19; BaZ, TA, 8.8.19; So-Bli, 11.8.19; LT, 12.8.19; LT, 15.8.19; AZ, 16.8., 23.8.19; LT, Lib, 28.8.19; LT, SGT, TA, 29.8.19; LT, 3.9.19; LT, NZZ, 6.9.19; AZ, LT, 18.9.19; AZ, 21.9., 23.9., 28.9.19
3) LT, 4.1., 6.1.20; Lib, TA, 6.2.20; TA, 8.2., 19.2.20; NZZ, 22.2.20; TA, 25.2.20; LT, TA, 29.2.20; NZZ, 3.3.20; CdT, LT, NZZ, 4.3.20; TA, 5.3.20; SoZ, 8.3.20; LT, Lib, 10.3.20; LT, WoZ, 12.3.20; TA, 16.3.20; CdT, LT, NZZ, 18.3.20; WW, 19.3.20; LT, TA, 20.3.20; NZZ, 21.3.20; LT, TA, 24.3.20; TA, 25.3.20; Blick, TA, 26.3.20; NZZ, 28.3.20; AZ, 4.4.20; LT, NZZ, 7.4.20; CdT, LT, NZZ, TA, 9.4.20; LT, NZZ, 11.4.20; CdT, LT, TA, 14.4.20; LT, NZZ, 15.4.20; WW, 23.4.20; CdT, LT, NZZ, 24.4.20; AZ, 25.4.20; NZZ, 27.4.20; WW, 30.4.20
4) AZ, 15.8.20; SoZ, 16.8.20; CdT, TG, 17.8.20; LT, 19.8., 20.8., 21.8.20; LT, NZZ, 25.8.20; CdT, LT, 27.8.20; Blick, CdT, LT, Lib, NZZ, 28.8.20; LT, 29.8.20; LT, 9.9.20; NZZ, 11.9.20; LT, 12.9.20; AZ, LT, 17.9.20; NZZ, 22.9.20; LT, NZZ, 23.9.20; CdT, TA, 29.9.20; NZZ, 1.10.20; LT, 2.10.20; AZ, CdT, LT, NZZ, 13.10.20; TA, 23.10.20; NZZ, 26.10.20; CdT, 28.10., 31.10.20; LT, NZZ, 4.11.20; LT, 11.11., 20.11.20; LT, NZZ, 21.11.20
5) LT, 7.4., 8.4.21; TA, 1.5.21; TG, 20.5.21; CdT, 27.5.21; CdT, LT, TA, 29.5.21; AZ, CdT, NZZ, TA, 2.6.21; AZ, CdT, LT, NZZ, 16.6.21; LT, 18.6.21; AZ, 21.6.21; CdT, 23.6.21; LT, 24.6.21; Lib, 26.6.21
6) SRF online vom 22.9.22; AZ, 24.2.22; TA, 26.2.22; BZ, 4.6.22; So-Bli, 19.6.22; CdT, 5.7.22; CdT, TA, 7.7.22; CdT, 11.7., 14.7.22; Lib, 15.7.22; NZZ, 21.7., 23.7.22; LT, 29.7.22; AZ, CdT, TA, 3.8.22; CdT, 10.8.22; Bund, 12.8.22; WW, 18.8.22; TA, 23.8.22; AZ, 25.8.22; CdT, 26.8.22; NZZ, 29.8.22; AZ, TA, 31.8.22; CdT, 2.9.22; NZZ, 7.9.22; AZ, NZZ, TA, 10.9.22; Blick, 12.9.22; Blick, TA, 13.9.22; WOZ, 15.9.22; SGT, 20.9.22; CdT, LT, Lib, 22.9.22; CdT, 23.9.22; NZZ, 28.9.22; CdT, 3.10.22; Lib, 4.10.22; CdT, 18.10.22; LT, 19.10.22; CdT, 2.11., 4.11.22; TA, 5.11.22; WW, 10.11.22; LT, 11.11.22; TA, 15.11.22; AZ, CdT, LT, 16.11.22; NZZ, 17.11.22; WOZ, 24.11.22; NZZ, 30.11.22; Lib, 2.12.22; AZ, 16.12.22